

CITIZEN

ASTI

La loi contre la « jungle » ?

L'évacuation du camp de Calais par la police française est vivement critiquée dans une réaction à chaud de l'ASTI

Faut-il casser le thermomètre pour faire baisser la température ? L'ASTI-Luxembourg est solidaire des migrants de Calais et des associations qui les soutiennent. Y a-t-il meilleure illustration d'une non-politique européenne en matière d'asile et d'immigration que le sort réservé à celles et à ceux qui ont cheminé depuis l'Irak ou l'Afghanistan jusqu'à Calais ?

L'opération de démantèlement de la « jungle », annoncée la semaine passée par le ministre de l'Immigration Eric Besson, s'est déroulée ce mardi matin à Calais. Plusieurs dizaines de CRS ont investi vers 7h30 cette zone boisée proche du port, où depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002, des centaines de migrants afghans et kurdes étaient installés en permanence dans des abris de fortune. Le préfet du Pas-de-Calais Pierre de Bousquet de Florian a dressé un premier bilan de cette opération qui, selon lui, s'est « très bien passée » et précisé que 146 majeurs et 132 mineurs clandestins ont été interpellés.

Au cours de cette opération, une quarantaine de journalistes, caméramen et photographes ont été brièvement bloqués sans raison apparente avant d'être autorisés à reprendre leur travail peu après 9h40 alors que le ministre de l'Immigration Eric Besson, arrivé sur place, devait donner une conférence de presse en fin de matinée à Calais.

L'opération, qui a duré deux heures, s'est déroulée sous tension mais sans incidents majeurs. Depuis le milieu de la nuit, une petite centaine de migrants s'étaient rassemblés autour d'un feu, entourés de très nombreux membres d'associations locales, qui leur viennent habituellement en aide.

Tous attendaient l'arrivée des policiers derrière des banderoles où l'on pouvait lire, écrits en anglais, des messages tel que « Nous voulons l'asile en Europe où nous pouvons bénéficier des droits de l'Homme » ou « Nous ne voulons pas rentrer chez nous, même si on doit mourir ».

Au moment de pénétrer dans la « jungle », les CRS ont dû faire face à une poignée de militants du collectif international « No Border », qui leur ont barré le passage en formant une chaîne humaine tout en criant « Ne faites pas ça » ou « C'est ça la Fran-

ce ? ». Après de longues minutes face à face tendus, les premières interpellations de migrants ont débuté. Un à un, les migrants, souvent mineurs, ont été extraits de la foule compacte, sous l'oeil des caméras, présentes en nombre. La plupart étaient de jeunes mineurs, et se sont laissés faire. Beaucoup pleuraient. En moins d'une demi-heure, plusieurs dizaines de migrants ont ainsi été rassemblés par petits groupes, où les forces de l'ordre, aidées par des traducteurs dépêchés sur place, ont commencé à procéder à leur identification.

Aussitôt les interpellations terminées, les membres des associations venant en aide aux migrants, qui tout au long de l'opération tentaient de s'opposer aux policiers, ont dénoncé « la violence de l'opération ». « Ils ont fait preuve d'une violence inutile sur des gamins déjà très fragiles psychologiquement », a commenté en pleurs Sylvie Copyans, de l'association Salam, estimant que « dans le pays des droits de l'Homme, c'est inacceptable qu'on les traite de cette manière ». « Je crois que les policiers ont été surpris par le nombre plus

important que prévu des migrants », analyse Vincent Lenoir, secrétaire de la même association. « En tout cas, poursuit-il, je croyais qu'on allait leur proposer plusieurs solutions, et on voit bien que ce sont des solutions imposées par la force ».

Pour Jean-Claude Lenoir, un des porte-parole des associations venant en aide aux migrants, « cette opération n'apporte rien et ne règle rien ». Selon lui, plus de 800 migrants avaient devancé l'arrivée de la police et avaient quitté le camps ces der-

niers jours: « Les voilà tous dans la nature, encore plus sous la main mise des passeurs », estime-t-il. « Tous reviendront au compte-goutte dans les prochaines jours et prochaines semaines, parie Marcel Copyans, un autre bénévole du collectif qui suit les migrants depuis près de dix ans. Si l'on se fie au nombre de repas qu'on distribue chaque jour, on estime qu'ils sont encore environ 1.500 présents en permanence, dans le Calaisis ».

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, avait justifié en avril dernier lors d'une visite sur place que la fermeture de la « jungle » « avait pour objectif de « restaurer l'Etat de droit » à Calais et de « démanteler les filières clandestines ». La semaine passée, il a assuré que plusieurs solutions seront proposées à chaque migrant interpellé : le retour volontaire au pays accompagné une aide financière (2.500 euros), la demande d'asile avec hébergement avec autorisation de séjour provisoire à la clé, ou la reconduite pure et simple en cas de refus des deux propositions précédentes.

AFFICHE : [HTTP://CALAISNOBORDER.EU.ORG](http://CALAISNOBORDER.EU.ORG) NOBORDER.EU.ORG



La tenue du « No Border Camp » au début de l'été n'a pas dissuadé le gouvernement d'opter pour une solution violente.

LETTRE À LA RÉDACTION

« Dieu et mon droit » ?

Véronique Bruck

Pour s'être opposé à la loi sur le droit de mourir dans la dignité, un prix a été décerné par une fondation catholique au grand-duc. Pour Véronique Bruck, cela met en question la légitimité de la monarchie.

Le Grand-Duc, comme certains commentateurs n'ont pas manqué de souligner, n'est plus en phase avec une grande partie de la population luxembourgeoise. Pire, il la boude en acceptant, suite à son refus de sanctionner la loi Err-Huss sur le droit de mourir en dignité, le prix Van Thuan décerné par la fondation San Matteo rattachée au Vatican pour avoir agi « en accord avec les principes catholiques » et pour sa « promotion de la culture de la vie ». L'Eglise récompense ses fidèles. C'est de bonne guerre. Le Grand-Duc, en jouant le jeu, se moque de la volonté populaire, ce qui, par contre, est politiquement inad-

missible. Si les convictions personnelles d'Henri de Nassau ne sauraient être critiquées dans ce contexte, il faut avouer que l'affaire va plus loin, étant donné que l'Eglise catholique n'a clairement pas décerné un prix à un citoyen parmi d'autres, mais à un monarque pour s'être opposé au résultat d'un processus démocratique.

En effet, la loi en question avait bien été votée par une majorité parlementaire, et ce à 30 voix pour, 26 contre et 3 abstentions, et représente donc le seul verdict démocratiquement légitime en la matière. Or, si le Grand-Duc est placé au-dessus du jeu politique par la Constitution, c'est parce que le calcul de la sagesse et de la modération voulait qu'il reste en dehors. Voilà que depuis peu, ce stratagème ne réussit plus, Henri de Nassau profitant de sa position publique et de ce qu'il interprète comme un flou juridique - à vrai dire pas si flou que cela, si l'on tient compte du

contexte historico-politique - pour imposer ses opinions privées.

Tout le problème est là : un monarque n'a pas à agir « en accord avec les principes catholiques », ni d'ailleurs en ligne avec quelconque autre idéologie, mais en accord avec les principes constitutionnels et démocratiques auxquels il a juré fidélité et qui régissent, avant lui-même, l'Etat.

Si le Grand-Duc, et plus largement la monarchie, ont encore leurs adeptes (certains par habitude, d'autres par loyauté, un peu moins par conviction) qu'il ne faut certes pas ridiculiser, ni même ignorer, un problème incontournable se pose: un monarque - a fortiori un monarque obéissant à une institution religieuse plutôt que de respecter un verdict démocratique - a-t-il réellement sa place dans une démocratie libérale ?